

Rapport du président Arsène Schmitt

Mesdames, Messieurs, Messieurs les maires, Monsieur le Député, chers amis, chers camarades

De tout cœur, je vous adresse un salut fraternel et un grand merci à vous tous pour être venus aussi nombreux à ce grand rendez-vous annuel des travailleurs frontaliers. Merci à tous nos invités nous faisant l'honneur de participer à nos travaux.

Chers amis, l'année dernière nous avons fêté notre 45^{ème} anniversaire. 45 années de lutte, sans relâche, pour la défense des intérêts des travailleurs frontaliers et 45 années de solidarité et d'engagement à côté des syndicats allemands et français pour défendre nos conquêtes sociales.

L'Assemblée générale est un rendez-vous majeur dans la vie de notre organisation. Nous disons aujourd'hui avec force :

Non aux discriminations qui frappent les travailleurs frontaliers ! Non au travail jusqu'au tombeau, dicté par Bruxelles ! Non à la casse sociale ! Non à la guerre !

Ces tragédies en Ukraine au Moyen-Orient doivent s'arrêter. Les armes doivent se taire immédiatement et laisser la place à une solution diplomatique plaçant au cœur l'aspiration des populations à vivre en paix J'en parlerai tout à l'heure.

La guerre dans le monde entier va de pair avec la guerre sociale contre les travailleurs et leurs acquis. Oui, le rouleau compresseur macronien, le sieur 49.3, copiloté par cette UE de malheur, écrase méthodiquement nos conquêtes sociales. Karl Libknecht, homme politique socialiste et communiste assassiné en 1919 par les militaires sous les ordres de Noske, dirigeant du SPD, a dit : « *l'ennemi est dans notre propre pays.* »

La révolte gronde. La pauvreté explose et fait des ravages dans les familles. Joseph Borrel, l'âne bête, représentant l'Union européenne pour les affaires étrangères dit, avec la corrompue Ursula von der Leyen, que l'UE est le paradis et le reste du monde c'est la jungle. Oui, pour eux c'est le paradis avec leurs 30.000 euros mensuels.

Les conditions sociales se dégradent de jour en jour. Oui, le ras-le-bol et la colère qui montent partout dans le pays n'ont que pour seule origine cette politique anti-sociale, anti-ouvrière téléguidée par Bruxelles. Ils veulent liquider un siècle de conquêtes ouvrières.

Ça suffit ! Ça ne peut plus durer !

Chers amis, le 10 décembre 1977, les travailleurs frontaliers se sont donné les moyens de se défendre, de prendre en main leurs problèmes. Oui, nous étions 5 militants ouvriers au départ et l'organisation compte aujourd'hui un effectif de près 13.000 membres, ce qui signifie que du bon boulot a été fait. Et d'année en année le Comité de Direction a été conforté dans les orientations prises en 1977 et a toujours été encouragé par l'Assemblée Générale Annuelle d'œuvrer dans cette voie, à savoir :

1. Rassembler les travailleurs frontaliers dans une organisation spécifique afin qu'ils ne soient pas une masse anonyme et inorganisée ;
2. Informer les travailleurs frontaliers sur leurs droits ;
3. Défendre leurs intérêts et agir auprès des autorités nationales, internationales pour faire aboutir leurs légitimes revendications ;
4. Faire corps avec le monde du travail et manifester notre solidarité avec les syndicats allemands et français, et s'engager avec toutes les forces progressistes qui luttent concrètement pour la justice sociale, la liberté, la Paix et contre le Racisme.

Petit rappel des grandes revendications satisfaites.

- Réintégration dans le régime local de la sécurité sociale en 1982 ;
- Annulation de centaines de procès-verbaux infligés, par les douaniers, aux travailleurs frontaliers qui détenaient un compte en Allemagne. (Les anciens se rappelleront la chasse aux comptes bancaires dans les années 81 et 82. A cette époque on nous assimilait à des exportateurs de capitaux.
- Indemnisation du chômage en fonction du salaire réel depuis 1987.
- Prise en charge immédiate par la sécurité sociale des chômeurs sans attendre la notification de l'Assedic ;
- Extension de la zone frontalière en 1990 qui comprend maintenant les 3 départements, Bas-Rhin, Haut-Rhin et la Moselle ;
- Droit à la carte vitale;
- Amélioration de la situation fiscale pour les travailleurs frontaliers, hors zone, imposés en Allemagne depuis 1996 ;
- La retraite complémentaire n'est plus minorée de 22% depuis janvier 2000

- Prise en compte de la pension d'invalidité française pour le calcul de la retraite française ;
- Versement des indemnités journalières de maladie aux chômeurs par la CPAM en cas d'épuisement du versement de celles-ci par la Caisse allemande ;
- Réintégration des frontaliers retraités en janvier 2002 dans le régime local de la Sécurité Sociale. Ils ont été éjectés en 1998.
- Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse du conjoint qui n'exerçant pas d'activité professionnelle.
- Versement des indemnités de maladie par les caisses allemandes aux actifs frontaliers qui touchent en même temps la retraite française. Un combat de huit ans devant les tribunaux ;
- Prise en charge par l'*Arbeitsamt*, des travailleurs frontaliers en arrêt maladie et toujours sous contrat de travail, après épuisement du versement des 18 mois d'indemnités journalières de maladie ;
- Abrogation de l'imposition des retraites allemandes en Allemagne en 2015 ;
- Concernant le télétravail, après de multiples interventions et la coopération de la TASK FORCE, il y a eu une extension du travail à domicile à 50% en maintenant la législation sociale applicable du pays d'emploi ;
- La grande victoire en 2000 sur la CSG et la CRDS fait date dans les annales du Comité. Oui, cet immense succès, a été arraché après 10 années de lutte auprès des autorités nationales et la Commission européenne. Les travailleurs frontaliers s'étaient mobilisés en masse. Nos Rassemblements, réunions, pétitions, la grande manifestation à Sarreguemines ; les 9.000 requêtes déposées devant le tribunal administratif et le boycott que nous avons lancé à l'AG en 1997; toutes ces actions ont eu raison de l'obstination du gouvernement qui a dû suspendre le prélèvement et à se plier à l'arrêt de la Cour de Justice Européenne du 15 février 2000 en abrogeant la CSG et la CRDS pour les travailleurs frontaliers ;

Cette victoire représente + 8% sur les salaires bruts mensuels. Grâce au combat avec la coordination nationale des travailleurs frontaliers de France, avec l'appui de la CGT et notre avocat Ralph Blindauer. Oui, Ralph avait fait un mémoire magistral sur le dossier qui a fait massue auprès des autorités européennes, oui sans cette grande bataille, les travailleurs frontaliers se feraient plumer par le fisc depuis 1992. Il faut toujours rappeler ces grands acquis à celles et ceux qui disent : « je n'ai pas encore eu besoin des services du Comité des Frontaliers. »

Vous conviendrez, chers amis, que ces grandes revendications n'ont pas été satisfaites par un simple coup de baguette magique.

Sans le Comité de Défense, sans la solidarité de ses membres qui au fil des années lui ont donné sa force, le contentieux frontalier n'aurait pas bougé d'un pouce. Oui rien ne nous a été donné ! Rien n'est tombé du ciel.

Je tiens aussi ce matin à remercier mes camarades du Comité de direction, notre personnel pour leur engagement et les délégués qui tiennent les permanences tout le long de la frontière de Bitche à Bouzonville. Des milliers de frontaliers fréquentent nos permanences. Le service juridique, le secrétariat qui est au service des personnes pour le remplissage de tous les formulaires administratifs allemands et français.

Sans oublier nos permanences fiscales dirigées par la cheffe de notre commission fiscale, Caroline Fuhrmann, ancienne contrôleuse principale du Centre des Finances publiques de Sarreguemines en retraite, que nous remercions pour son engagement à nos côtés. Tout le monde apprécie notre guide fiscal réalisé par Caroline et notre délégué Jean-Paul Megel.

Nous remercions aussi ce matin, tous les responsables des institutions : AOK, Arbeitskammer, CPAM, Caisses de retraite, Pôle emploi, Caisses d'allocations familiales, pour leur aide dans les dossiers litigieux. Ainsi que la Task Force Frontalier qui fait un formidable travail juridique sur la problématique transfrontalière et toujours en phase avec le CDTFM. Sans oublier bien sûr nos avocats, Eric Schulien, Ralph Blindauer, Marion Descamps et Julien Schaefer.

Chers amis, de nombreux problèmes restent encore en suspens :

Avant de les énumérer, il faut souligner la grande victoire que nous avons obtenue contre cette scandaleuse double imposition à laquelle était confrontée les travailleurs frontaliers.

Depuis 2017, nous menions une bataille sans relâche contre cette insupportable double imposition du chômage partiel auprès des autorités allemandes et françaises qui frappaient des milliers de travailleurs frontaliers.

Nous ne cessons de harceler les autorités allemandes afin qu'elles respectent la convention fiscale franco-allemande et ne déduisent plus un impôt fictif pour le calcul de cette allocation.

En effet, l'article 13, alinéa 8 de l'avenant du 31 mars 2015 de la convention fiscale franco-allemande ne présente aucune ambiguïté, il stipule que les indemnités de chômage partiel sont exclusivement imposables en France comme d'ailleurs, les indemnités de maladie, d'insolvabilité et les allocations parentales d'éducation.

L'Allemagne voulait absolument garder la maîtrise fiscale de ces prestations afin que la France leur redonne la souveraineté fiscale en la matière. Mais Paris ne voulait plus renégocier la convention fiscale.

Nous avons interpellé nos parlementaires, la Commission franco-allemande à l'Assemblée nationale, la Arbeitskammer, le DGB, le Conseil parlementaire interrégional, la IG Metall, la Task Force, le Landtag. Tenus de multiples réunions avec eux.

Nous croulions littéralement sous les dossiers. Nous avons déposé, par l'intermédiaire de notre avocat Eric Schulien 1200 plaintes devant le *Sozialgericht* et autant de réclamations à la *Agentur für Arbeit*.

Trois jugements ont été rendus par le *Bundessozialgericht* le 3 novembre 2021, par le *Sozialgericht* de Sarrebruck le 17 février 2022 et de nouveau le *Bundessozialgericht* de Kassel le 22 septembre, qui stipulent clairement que pour le calcul du KUG et des indemnités de maladie aucun impôt fictif ne doit être déduit.

Et en dernier, suite à notre plainte à la Commission européenne, la Direction générale de la fiscalité de la Commission a envoyé une mise en demeure à l'Allemagne lui demandant d'aligner ses règles de calcul des indemnités des travailleurs frontaliers sur le droit de l'Union afin d'éviter toute discrimination. Dans la foulée, nous avons, pour la énième fois manifesté notre indignation et notre colère auprès du ministre du Travail Hubertus HEIL lui signalant que maintenant ça suffit et que les jugements précités et la mise en demeure de la Commission doivent être appliqués.

Il est quand même extraordinaire que nous avons dû engager un combat de longue haleine, déployer une énergie considérable pour le non-respect par les autorités allemandes de l'article 13, alinéa 8 de la convention fiscale franco-allemande. Oui honteux !

Mais nous pouvons être fiers de ce combat sans relâche, nous avons frappé un grand coup obligeant le gouvernement allemand à changer la réglementation alors que tout le monde nous donnait perdant sur ce dossier. Seul soutien dès le départ, c'était les juristes de la TASK FORCE frontaliers de Sarrebruck.

D'autres organisations ont pris le train en marche seulement à partir de la mise en demeure de la Commission européenne. Nous avons fait 252 interventions sur ce dossier.

Les dossiers en suspens sont les suivants.

Nous sommes toujours confrontés au dossier discriminatoire concernant la qualité d'ayants droit des enfants étudiants des travailleurs frontaliers. Nous demandons la prise en charge en tant qu'ayant droit, jusqu'à leur 25^{ème} anniversaire

conformément à la réglementation allemande. A cotisations identiques, prestations identiques.

Le problème des cures en France n'est toujours pas réglé. Les Caisses allemandes refusent de payer l'avance sur salaire si la cure est faite en France.

Prime de rentrée scolaire. Nous demandons qu'elle soit versée au mois d'août et non au mois d'octobre voire janvier pour certains.

L'allocation différentielle. Nous revendiquons qu'elle soit versée mensuellement et non tous les trimestres. Selon nous les moyens techniques permettent le versement mensuel. Des actions sont en cours.

L'Allocations enfant handicapé ne doit pas être prise en compte dans l'allocations différentielle ;

Pflegeversicherung. Nous ne cessons de relancer le dossier, à ce sujet l'égalité de traitement n'est pas respectée. A cotisations identiques, prestations identiques.

La discrimination fiscale à l'égard des salariés intérimaires « frontaliers » n'est toujours pas réglée. Ils doivent aussi bénéficier du statut fiscal : imposition au pays de résidence. Ils sont lourdement imposés en Allemagne et ne récupère l'impôts versé à tort l'année suivante après avoir apporté la preuve qu'ils étaient en zone frontalière toute l'année.

Le dossier CSG-CRDS sur les retraites allemandes

Après la fin de l'imposition des retraites en Allemagne, l'administration fiscale française nous applique la CSG-CRDS sur la retraite allemande depuis 2016. Nous considérons cette imposition comme illégale qui porte atteinte aux Règlements communautaires, et nous luttons pour son abrogation.
Une avancée dans ce dossier

Par un arrêt du Conseil d'Etat du 24 juillet 2019 (n°416662), il a été jugé que lorsque le montant des pensions reçues de France par les poly-pensionnés est inférieur à celui des prélèvements au titre de la CSG, CRDS et de la CASA, les poly-pensionnés sont déchargés de leur paiement pour le montant excédant celui des pensions françaises et se voient donc remboursés de la différence.

La lutte continue avec le Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers du Haut-Rhin qui est le fer de lance dans cette bataille, avec l'avocat Maître Schaefer. Nous avons perdu devant toutes les instances juridiques jusqu'au Conseil d'État qui a refusé de poser la question préjudicielle à la Cour de Justice européenne. Notre combat continue auprès de la Médiatrice de l'Union européenne à Strasbourg en raison du traitement par trop long et partial réservé par la Commission européenne

de Bruxelles qui, parallèlement aux recours formés devant les juridictions administratives françaises, avait été saisie de plusieurs plaintes par le Comité du Haut-Rhin.

En 2008, nous avons obtenu que pour le calcul de la retraite française des TF, qu'il soit tenu compte d'une période de référence réduite, cad la prise en compte des meilleures années. Dorénavant dans le cadre d'une nouvelle réglementation la Lura (liquidation unique des régimes alignés), le calcul de la retraite française n'élimine plus les mauvaises années de la carrière française. Nous contestons cette mesure qui selon nous, est une entrave à libre circulation par l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'UE. Ralph Blindauer travaille sur ce dossier.

Non reconnaissance des taux d'invalidité

Et toujours cette injustice concernant la non-reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne.

Nous avons de nouveau lancé une grande opération de sensibilisation auprès des ministères allemands, français, Commission européenne, auprès des parlementaires afin qu'une fois pour toute cette situation dramatique pour les travailleurs concernés et leur famille, soit réglée.

C'est un scandale de voir qu'aujourd'hui des travailleurs frontaliers, reconnus invalides par la France et non par l'Allemagne, qui se retrouvent dans la misère.

Ils perçoivent, en effet, seulement une pension d'invalidité française uniquement calculée en fonction des années travaillées en France. Si cette période s'avère courte, 5 ou 10 ans, il devient impossible à la famille concernée de subvenir à ses besoins. Il y a des ex-travailleurs frontaliers qui n'ont comme seule ressource que leur pension d'invalidité française d'une centaine d'euros par mois.

Il est quand même scandaleux de constater que lorsque d'éminents professeurs français affirment que le travailleur frontalier n'est plus capable d'exercer une quelconque activité professionnelle, que dans la foulée, leurs homologues allemands prétendent le contraire. Les conclusions des rapports des médecins conseil allemands sont consternantes, et stipulent: *« la personne n'a plus le droit de travailler à des machines, elle n'a plus le droit de faire un travail stressant, elle n'a plus le droit de monter les échelles, elle n'a plus le droit de monter les échafaudages, elle n'a plus le droit de se courber, elle n'a plus le droit de porter de charges lourdes, plus le droit de travailler dans la poussière, le bruit, plus le droit de faire du travail posté, mais la personne peut encore exercer un travail léger comme, par exemple, portier ou caissier à une station d'essence »*. Ces commentaires sont d'une indécence sans pareille qui bafouent la dignité humaine.

C'est une honte de voir des travailleurs frontaliers ayant trimé pendant 35 ans, se retrouver handicapés et malades avec une pension française de 100 euros.

C'est un problème politique et nous demandons qu'un accord bilatéral soit conclu entre la France et l'Allemagne, qui stipulerait que si des médecins d'un État reconnaissent invalide un travailleur que celui-ci soit reconnu invalide, sans tergiversations, par l'autre État. Mais il n'y a aucune volonté politique entre la France et l'Allemagne de régler ce problème.

Imaginez un travailleur qui a fait usage de la mobilité (toujours tellement mis en avant par nos gouvernants, nos eurocrates), qui a travaillé au Luxembourg, en Allemagne, en France, en Suisse en Italie qui tombe malade, se trouve dans l'incapacité de travailler. Devrait-il répondre à tous les critères de chacun de ces pays où il a travaillé pour toucher sa pension d'invalidité ? Ce serait le parcours du combattant. Non ! Si un Etat le met en invalidité les autres devraient automatiquement suivre.

Nous ne devrions pas entendre ce type de commentaire prononcé par un médecin conseil allemand, lors d'un séminaire à Kirkel qui nous a dit textuellement : « *So lange wie de Greifbarkeit noch funktioniert kann man immer noch arbeiten* » (tant que la fonctionnalité d'un membre marche on peut toujours encore effectuer un certain travail)

Il est inadmissible que dans une démocratie l'épreuve de l'exclusion sociale s'ajoute à l'épreuve de la maladie. C'est une honte !

Chers Amis, comme je l'ai signalé, les travailleurs frontaliers font partie intégrante du monde du travail. Nous vivons les mêmes préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de précarité, de flexibilité comme nos camarades allemands. Nous avons toujours appelé les travailleurs frontaliers à se syndiquer sur le lieu de travail et ainsi s'engager pour défendre leurs intérêts de travailleurs, défendre leurs droits et acquis qui sont attaqués, voire détruits par tous les gouvernements maastrichtiens de droite comme de gauche.

Oui, notre lutte pour la satisfaction de nos problèmes spécifiques frontaliers va de pair avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos droits et acquis arrachés par la lutte de classe souvent au prix du sang. Oui, rien ne nous a été donné. Rien n'est tombé du ciel.

Durant ces 46 ans, nous menons cette lutte pour la défense de la Sécu, de nos statuts, retraites, services publics, contre les délocalisations, pour la paix.

Oui, je n'arrêterai pas de rappeler les dires des fossoyeurs de nos conquêtes ouvrières, les porte-paroles de cette Union européenne (UE) de malheur comme Mario Draghi, ex-président de la Banque centrale européenne, l'homme de Goldman Sachs qui a dit haut et fort le 24 février 2012 lors d'une interview au Wall

Street journal : « *le modèle social européen est mort, et il n'y a pas d'échappatoire possible à la mise en œuvre de politiques d'austérité très dures pour sauver l'euro.* »

Et l'ex-président de la Commission européenne, Manuel Barosso, ancien maoïste, également une peinture de Goldman Sachs a dit avec un grand sourire, lors d'une interview au Figaro le 25 mars 2006) : « *Tout le monde sait qu'on devra vivre avec moins de garanties et de bonheur que les générations précédentes* ».

Ce sont ceux-là et tous les gouvernements maastrichtiens de droite comme de gauche, les serviteurs du grand capital qui nous ont promis le paradis en 1992 : « avec le traité de Maastricht un grand marché de 450 millions d'habitants va s'ouvrir qui nous apportera : prospérité, plein emploi, justice sociale, la paix. » Une vaste fumisterie.

Oui aujourd'hui, cette UE de malheur mène une guerre contre nos acquis sociaux et en tant que domestique servile des Américains, elle alimente à outrance la guerre en Ukraine.

Toutes nos conquêtes ouvrières que nous avons mises plus de 150 ans à conquérir doivent être liquidées. Nous vivons un recul de civilisation. Et ceci, conformément aux traités dictatoriaux de l'Union européenne. Oui, les Grandes Orientations de Politiques Économiques (le semestre européen) sont fixées par la Commission européenne aux Etats membres de l'UE. La feuille de route est donnée concernant la liquidation de nos droits sociaux que les gouvernements doivent appliquer. Ceci en échange des fonds européens. Oui, les Etats européens auront des fonds européens, comme Christine Lagarde, présidente de la BCE, l'a signalé, à condition qu'ils engagent des réformes sociales qui signifient dans le langage maastrichtien : destruction de nos systèmes de retraite, l'assurance chômage, la Sécu, nos services publics...

Chers Amis, je ne cesserai de le clamer, cette UE a été créée par et pour les capitalistes. Comme l'a dit si bien un syndicaliste grec : l'UE c'est l'union des loups capitalistes. Oui le grand patronat et les gouvernements à leurs bottes, n'ont jamais digéré ce que le mouvement ouvrier leur a arraché.

Et les traités dictatoriaux de Rome à Maastricht dont le cœur est la « concurrence libre et non faussée », leur permettent de prendre leur revanche en mettant en concurrence les travailleurs et les peuples, au nom de la compétitivité, et démolir ainsi toutes nos conquêtes ouvrières.

Quelques exemples de la destruction en cours :

La sécurité sociale : 30.000 décès en France du Covid. Des milliers de morts, qui n'auraient pas eu lieu si on avait eu les moyens. Des personnels soignants se protégeaient avec des sacs poubelles ! Partout les urgences des hôpitaux ferment. À Strasbourg, quand les urgences sont saturées, des malades restent dans les

ambulances ou dans les camions de pompiers, certains étant même soignés sur le parking. **Mais rassurez-vous, Macron, Sarkozy, Hollande, les responsables de ce scandale, eux ne seront pas soignés sur les parkings !!!**

Il y a une rupture dans la chaîne des soins. Le personnel soignant est à bout de souffle. On se croirait dans un pays sous-développé. Au sujet, du délabrement de nos hôpitaux, 112.000 lits ont été supprimés en 20 ans, dont sont responsables les gouvernements successifs de toutes couleurs politiques. Le sieur 49.3 on a supprimé 17.000 durant son quinquennat. Il faut savoir qu'en 1980 pour une population de 50 millions d'habitants il y avait 731 lits pour 100.000 personnes. En 2020, 65 millions d'habitants, 378 lits pour 100.000 personnes. Les capacités ont été divisées par deux.

Et maintenant, c'est la chasse aux arrêts maladie au lieu de la chasse à l'évasion fiscale, et vlan plus 1 euro sur la boîte de médicaments et les actes médicaux, déremboursement des soins dentaires, oui 3,5 milliards doivent être économisés sur la santé sur ordre de la Commission européenne. Honteux !

En Allemagne, entre 2000 et 2020, six cents hôpitaux ont été fermés. **Et il faut toujours le répéter, toute cette politique de destruction du système de santé est faite sur injonction de la Commission européenne. En effet, cette dernière a fait de 2011 à 2019 soixante-deux sommations exigeant des pays de l'Union, la suppression de milliers de lits d'hôpitaux et la baisse des dépenses de santé.**

Oui c'est la démolition méthodique de nos acquis sociaux au nom des directives européennes. Ces directives ont rétabli le travail de nuit pour les femmes dans l'industrie. En 2016, la loi El Khomri, dictée par Bruxelles a détruit 1.500 pages du Code du Travail et rasé des chapitres entiers des Conventions Collectives Nationales.

Les réformes du marché du travail par le « socialiste » Schroeder instaurant la précarité, la flexibilité, avec les mesures Hartz IV, avaient eu les félicitations de la Commission européenne.

La brutale réforme de l'assurance chômage imposée par Bruxelles frappe, durement les chômeurs dont les allocations et la durée d'indemnisation sont réduites. Selon l'Unedic, 1,15 million de personnes sont concernés par cette baisse allant de 17 à 25%. **Oui, 3 milliards sont volés sur le dos des chômeurs. Une honte !** **Les statuts doivent être liquidés.** Comme l'a dit si bien le sieur 49.3 : « il faut en finir avec une société des statuts.

Attaques contre les services publics

Tous nos services publics sont laminés, au nom de cette UE de malheur, tout doit être privatisé : SNCF, fermeture des trésoreries ; un à un les bureaux de postes ferment et sont délocalisés chez l'épicier, dans les coras. Une honte !

Et le sieur 49.3 qui a vendu nos fleurons industriels à l'étranger : Alstom à General Electric, Alcatel à Nokia, Lafarge à Holcim, Technip au Texan FMC. Je vous recommande le livre écrit par les deux journalistes du Monde : Gérard Davet et Fabrice Lhomme intitulé : *le traître et le néant*. Là vous apprendrez des choses sur Jupiter et de toutes les combines malsaines dans les plus hautes sphères de l'Etat. Oui la destruction de notre industrie qui représente encore 9% du PIB en 2023 contre 24% avant l'euro en 2001. Oui trahison de tous les gouvernements maastrichtiens envers l'intérêt national. **Et ce roi sans couronne ne cesse de clamer qu'il faut mettre fin à l'abondance !**

Abondance ! Alors qu'il y a 10 millions de pauvres, des millions de précaires, 1/3 des Français se privent de nourriture, 1 sur 3 saute un repas, des étudiants qui sont au bord du suicide, les Français qui n'arrivent plus à se chauffer, à faire le plein d'essence, le 15 du mois le portemonnaie est vide, les urgences qui ferment, des milliers de lits d'hôpitaux supprimés, on meurt sur les brancards, des nourrissons sont intubés dans les couloirs par manque de lits, les écoles ferment, manque de professeurs, manque de médecin, manque de médicaments, manque de pédiatres, baisse du pouvoir d'achat, l'inflation, 20% sur la nourriture et j'en passe. **Oui un beau pédigré pour la 5^e puissance du monde !**

Et en même temps, les profits des grandes entreprises et leurs dividendes atteignent des sommets. Oui, pour les amis du sieur 49.3 l'abondance ça continue ! Et le coût du dîner de gala avec le clown d'Outre-Manche, représentant de cette royauté britannique criminelle qui a massacré des millions d'indigènes et pillé leurs terres ? Oui cette soirée royale nous a coûté 38.000 euros par convives, une vraie provocation alors que les travailleurs ne s'en sortent plus.

Et ce gouvernement composé de 19 millionnaires, nous appelle à la sobriété, qu'il faut faire des sacrifices au nom de nos valeurs démocratiques, au nom de la liberté. Rappelez-vous comment cette caste a violé le vote souverain des 55% des Français qui ont dit non au traité constitutionnel en 2005, et les députés félons l'ont fait passer au Parlement. Ce fut un coup d'état institutionnel ! Et ils osent nous parler de leurs valeurs démocratiques !! Alors que leur politique démolit toutes nos conquêtes sociales, pousse à la guerre, ces toutous aux ordres des Américains. **Oui nous devons payer les milliards et les milliards qui sont débloqués pour continuer la guerre en Ukraine. Oui 413 milliards sont programmés d'ici 2030. C'est un scandale !**

Et vive l'Europe des délocalisations

Oui les scandaleuses délocalisations d'entreprises dans les pays à faible coûts de main-d'œuvre. Délocalisations encouragées par l'UE.

Comme l'a si bien dit Dana Hübner, commissaire européenne en 2006 : "Nous ne devons pas freiner les délocalisations, mais les encourager. « *L'industrie européenne est engagée dans un processus de changement structurel qui est bénéfique (...), c'est une conséquence normale du progrès économique et donc d'une évolution qui devrait être encouragée et facilitée*". Les milliers de travailleurs de Ford à Saarlouis qui vont être jetés comme des kleenex apprécient actuellement ce progrès économique de l'UE ! Et tous les autres sites qui sont menacés. Oui, et les milliers de travailleurs de ZF – des aciéries de Dillingen et de Michelin, oui ces milliers de travailleurs qui ont fait des sacrifices pour le maintien de leur outil de travail, doivent apprécier ce progrès économique clamé par ces commissaires européens qui se pavane et se gave dans leur salon doré à Bruxelles. Ceux-ci se moque éperdument des conséquences dramatiques des travailleurs et leurs familles. La Sarre est en train de vivre un carnage industriel sans précédent. Nous sommes révoltés. Jusqu'à quand la classe ouvrière va-t-elle accepter cette compétition capitaliste, la destruction de leur outil de travail, de tout ce qui appartient au bien commun. **Ça ne peut plus durer ! Ça suffit !** Les drames sociaux vont continuer s'il n'y a pas de rupture avec le système capitaliste et les traités pourris de l'UE. **Tel doit être le mot d'ordre aujourd'hui des directions syndicales et qui doivent préparer la grève générale.**

Nous partageons entièrement la position d'Oscar Lafontaine qui avait clamé lors du fiasco de Halberg. « *Quiconque détruit délibérément les emplois de 1 500 employés, c'est-à-dire exproprie les employés, doit être exproprié lui-même* ».

Chers amis, je peux multiplier les exemples, et toujours les directives européennes sont aux manettes qui exigent l'allongement du temps de travail.

Thierry Breton, commissaire européen a affirmé le 9 décembre 2019 : « *la commission européenne juge nécessaire toutes les réformes qu'il faut mener sur l'ensemble du continent, et notamment celle des retraites... ; la France doit instituer un régime unique de retraite pour faire 5 milliards d'économie...* »

Et Macron, le valet du groupe Bildenberg, le caniche de McKinsey et Black Rock, le sous-préfet de la von der Leyen, a fait passer cette contre-réforme, malgré une mobilisation sans précédent depuis 1968, malgré l'unité intersyndicale contre la retraite à 64 ans. Le dictateur a imposé cette contre-réforme en ayant recours à tous les mécanismes anti-démocratiques de la Ve République (le 49.3 et les autres). **Oui, contre la volonté du peuple et de l'Assemblée nationale. C'est sidérant !** Une loi de cette nature qui condamne à deux ans de plus d'exploitation, vole deux ans de vie aux travailleuses et travailleurs, est mise en place sans vote à l'Assemblée nationale. Une honte ! Et ils osent nous parler de démocratie !

Ce qui est regrettable, c'est que les directions syndicales n'ont jamais appelé à la grève générale. Les manifestations saute-moutons ne pouvaient que conduire à l'échec. Oui les moutons ont suivi le « Berger » qui a dit maintenant il faut savoir arrêter la grève. Avec un blocage général de 2-3 jours cette réforme anti-sociale aurait atterri dans la poubelle. Ce qui est désolant c'est que les directions syndicales et les partis se réclamant de la CO ont honoré les invitations au sommet de l'Etat et remis en selle le sieur 49.3. Ils auraient dû les boycotter, comme ils l'avaient promis de ne pas se rendre à l'Elysée, ni à Matignon, tant que cette maudite loi ne serait pas abrogée. Pour moi c'est une gifle et une trahison aux millions de travailleurs qui durant 4 mois battaient le pavé.

Oui la politique européenne exige de travailler jusqu'au tombeau. Oui au nom de ses valeurs ! Une honte !

Je n'invente rien, l'ancien président du SPD Sigmar Gabriel, Siegfried Russwurm, président de la fédération allemande de l'industrie et Stefan Wolf, président de la fédération de la métallurgie revendiquent de porter la retraite à 70 ans et le retour à la semaine de 42 h. C'est un affront à la classe ouvrière. Ces gens-là, ces politiciens clament que le départ en retraite doit être en concordance avec l'espérance de vie. Donc la retraite à 80 ans pour les hommes et 85 pour les femmes. **Mais il va jusqu'ouè ce délire de ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans une usine.**

Alors qu'à 62 ans, un quart des 5% des hommes les plus pauvres en France sont déjà mort. Les parlementaires, ministres, français et allemands qui clament toutes ces saloperies, comme les sénateurs quand ils ont voté ce recul, les Larcher, ces gras notables du Sénat qui s'y empifrent qui n'ont jamais mis les pieds dans une usine ; eh bien, nous allons les mettre pendant 6 mois sur le trépied d'un camion poubelle, on va leur faire soulever les malades dans les hôpitaux et Eh pads, monter les échelles et les échafaudages, tirer les palettes, étaler le bitume sur chaussée par 40° de chaleur, on les fera travailler à la chaîne, pour que ces ronds de cuir affalés sur leur siège doré prennent conscience de la réalité du monde du travail. Qu'en pensez-vous chers Amis !!!

Une honte d'entendre des propos pareils par cette caste au service du capital financier. !

Oui le sieur 49.3, l'emmerdeur de l'Elysée et ses compères allemands et la commission européenne veulent nous faire travailler jusqu'au tombeau. Je dis bien l'emmerdeur car il a osé couvrir de merde les non vaccinés

Il faut bien le savoir, et je ne cesserai de le rappeler, l'UE est fondée sur les traités qui font obligation de privatiser et détruire tous nos acquis sociaux.

Dès la déclaration Schuman en 1950, rédigée par les Américains, toute la destruction de toutes nos conquêtes arrachées par la CO, était annoncée par nos eurocrates.

Voici quelques déclarations que je ne cesserai de rappeler :

En 1989, François Perigot, ex-président du CNPF : « *avec l'Europe, on va enfin dépoussiérer la société française, la débarrasser de ses scories. Personne ne saurait gagner la bataille de l'Europe en préservant frileusement les acquis d'un monde aujourd'hui révolu.* »

Et Denis Kessler ancien no 2 du Medef qui avait déclaré : *il faut défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance : les statuts, sécurité sociale, retraite, nationalisations, code du travail, comité d'entreprises... Ce programme du CNR est inadapté aux nouvelles exigences économiques, sociales, internationales.*

En 1999, Hans Tietmeyer l'ancien président de la Bundesbank, ce personnage qui au début des années 1990 qui avait imposé ses vues aux négociateurs du traité de Maastricht avait déclaré sur les conditions sociales de la mise en place de l'euro, je cite : « *L'homme de la rue n'en est pas conscient. Tout le monde ne comprend pas encore de quoi il s'agit. La concurrence entre les systèmes de protection sociale sera plus forte, pas seulement vis-à-vis du monde non européen, mais aussi à l'intérieur de l'Europe. Il faut de la concurrence entre les systèmes fiscaux, tout comme entre les systèmes de protections sociales nationaux. Il n'y aura pas de retour en arrière, c'est définitif. Les hommes politiques n'ont plus de compte à rendre aux citoyens, mais seulement aux marchés financiers... avec la monnaie unique, nous ne pourrons plus jouer sur le taux de change, la seule variable d'ajustement de l'économie pour être compétitif sera donc l'emploi et l'écrasement des salaires et de la protection sociale.* »

Oui, toutes nos conquêtes ouvrières que nous avons mis plus de 150 ans à conquérir doivent être liquidées.

Comme je l'ai dit à l'instant, jusqu'à quand allons-nous accepter cette volonté destructrice de tout ce qui appartient au bien commun ? Ça ne peut plus durer !

Oui la classe ouvrière est en état de légitime défense ! Et il est grand temps qu'elle remette en mémoire à nos gouvernants cette phrase de l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, que fit inscrire Robespierre dans la Constitution de 1793 qui fondait la 1^{ère} république, cette phrase qui cingle toujours au visage les apprentis-tyrans et qui guide toujours les vrais républicains : « *quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection et pour le peuple et pour toute portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ».

Face à cette guerre sociale de destruction impitoyable menée contre la classe ouvrière, les directions syndicales doivent être dans une posture de radicalisation et non d'accompagnement, et préparer la grève générale, en expliquant aux travailleurs

qu'il ne sera pas possible d'en finir avec la régression sociale, tant que les capitalistes conserveront la maîtrise des banques et des moyens de production.

Nos états-majors syndicaux doivent cesser de croire à la fable de l'Europe sociale qui est impossible dans le cadre des traités dictatoriaux de Maastricht. On ne peut vaincre l'ennemi de classe si on refuse de le nommer complètement. Il faut dans chaque lutte, nommer l'UE, cet empire du capital en guerre contre les peuples. Et qu'ils se libèrent de cette mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) créée et financée par l'UE, qui joue parfaitement son rôle de division et de trahison des luttes. Elle est l'appendice de l'UE pour casser le syndicalisme de lutte et laisser les mains libres au grand patronat européen. Elle freine de tout son poids à Bruxelles afin que l'Europe des luttes ne se développe pas. Cette CES qui dit que *la société n'est pas divisée en classe mais en groupes divers entre lesquels il faut chercher une bonne harmonie...*; qui dit *qu'il faut sauver le capitalisme du capitalisme*; elle ne condamne pas les scandaleuses délocalisations mais *qu'il faut les rendre acceptables*.

Esther Lynch, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, qui est Irlandaise, se félicite qu'en Irlande la retraite est à 67 ans et ceci grâce au dialogue social dit-elle ! Bravo ! Donc grâce au dialogue social, la destruction de nos conquêtes ouvrières passe mieux et la retraite sera fixé à 70 ans.

Je crois rêver, cette CES qui invite à leur Congrès les fossoyeurs de nos conquêtes ouvrières : Ursula von der Leyen, Olaf Scholz et cie. Et ceux-ci ont eu droit à la fin de leur discours à une ovation, toute la salle, les syndicalistes se lèvent en l'honneur de ces tristes personnages qui par leur politique ravagent les droits sociaux partout en Europe et alimentent la guerre. Mais on n'applaudit pas les bouchers des ouvriers !!! Et que dire de cette crapule, l'ancien secrétaire général de la CES, Luca Visentini qui a été pris main dans le sac dans l'affaire des valises de billets de banque du Qatar retrouvées au parlement européen.

Le commissaire européen chargé de l'économie, Paolo Gentiloni, le dit clairement, je le cite : *« Nous sommes à la croisée des chemins pour éviter la crise sociale, il faut la participation de la CES, sinon il sera plus difficile aux gouvernements des Etats d'imposer les réformes exigées, en échange des fonds européens. Une honte !* En tant que syndicaliste je ne peux accepter que nos directions syndicales restent muettes face à ces déclarations et ne montent pas sur les barricades.

Ce qui est en jeu et je ne le répèterai jamais assez, c'est la préservation ou la disparition de tout ce que le combat ouvrier et démocratique a mis plus d'un siècle à édifier.

Le mot d'ordre doit être aujourd'hui de la part des directions syndicales : rompre avec le système capitaliste et son instrument l'UE, démantèlement des marchés financiers, des multinationales, (car ceux-ci comme l'a dit François Fillon, nous gouvernent nous n'avons pas le choix. » ; abrogation des paradis fiscaux, des fonds spéculatifs, abrogation de la spéculation boursière et de l'exportation des capitaux.

Je vous recommande le livre de Claude Janvier : Les démasqués, qui dirige réellement le monde.

Je vous recommande aussi le livre de Jean Ziegler, éminent sociologue suisse, intitulé : le capitalisme expliqué à ma petite fille, en espérant qu'elle en verra la fin. Il dit : **« ce système ne peut être changé, ni transformé ; c'est un système cannibale, meurtrier, il faut le supprimer radicalement.**

Oui ce système cannibale permet que chaque jour plus de 35.000 enfants âgés de moins de 10 ans meurent de faim ; permet que 22 personnes sur la planète aient l'équivalent en revenus de 3,8 milliards de personnes les plus pauvres de la planète. En France, la fortune des 500 plus riches a augmenté durant la pandémie, entre juin 2020 et juin 2021, de 30%, fortune évaluée à 1.000 milliards d'euros. Ils ont fait du +300 milliards d'euros. 160 milliards de profit des entreprises du CAC 40. En Allemagne durant la pandémie, toujours au nom de la « démocratie européenne », les milliardaires sont passés de 29 à 136. Leurs empires financiers ne cessent de croître ; les milliards leur sortent par toutes les pores de la peau. Sans oublier les 1.000 milliards d'évasion fiscale chaque année dans cette belle union européenne et j'en passe...

Chers amis, partout la révolte gronde, en Allemagne, en France, en Angleterre, en Belgique... ! Il faut absolument la convergence des luttes, « le tous ensemble en même temps ». Ça ne peut plus durer !

Oui pas une roue ne tourne pas une lumière ne brille sans la permission de la classe ouvrière. C'est ce pouvoir qu'il faut mobiliser !

Chers amis, je ne peux terminer mon intervention sans évoquer les tragédies des guerres qui produisent des destructions, des morts, des blessés, des réfugiés. C'est l'horreur, c'est la barbarie.

Oui la barbarie du Hamas terroriste contre les civils israéliens et à mettre sur le même plan que la barbarie du massacre terroriste de Sabra et Chatila, faisant 5.000 victimes, perpétré du 16 au 18 septembre 1982 par les milices chrétiennes, les phalangistes libanais, ceci avec la forte complicité des autorités israéliennes dans l'exécution de ces tueries. Sans le boucher israélien Ariel Sharon ces massacres n'auraient pu se faire. Mais de ces animaux-là, le fasciste Netanyaou, n'en parle pas.

Pourquoi cette guerre qui dévaste la région depuis 75 ans ?

Je reprends le communiqué de la Fédération syndicale mondiale qui dit :

« Il ne fait aucun doute que la racine de ce cycle de sang est l'occupation permanente et la colonisation illégale des territoires palestiniens occupés par Israël, et les crimes continus et quotidiens et le blocus de Gaza qui sont commis contre le peuple palestinien depuis des années. Des crimes qui sont commis avec la tolérance provocatrice et le soutien qu'Israël reçoit des grandes puissances impérialistes, à savoir les États-Unis, l'Union européenne et le reste de leurs alliés, et qui, ces dernières années, sont devenus encore plus brutaux et inacceptables. La tentative de ceux qui, au fil du temps, ont fermé les yeux sur les crimes et les massacres perpétrés contre le peuple palestinien et contribué au maintien de l'occupation et de la colonisation, de présenter aujourd'hui Israël comme une victime de l'agression palestinienne, est pour le moins hypocrite et mensongère. Pour la FSM, il est clair que le seul moyen de garantir et de consolider la paix et la sécurité pour les peuples de Palestine et d'Israël, mais aussi dans l'ensemble du Moyen-Orient, est de mettre immédiatement fin à l'occupation et à la colonisation israéliennes dans les territoires arabes occupés, comme le prévoient les résolutions de l'ONU, d'établir un État palestinien indépendant aux frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale et de garantir le droit au retour des réfugiés palestiniens. Dans cette direction, la FSM continuera à lutter et à exprimer par tous les moyens sa solidarité avec le peuple palestinien qui souffre et lutte. »

Chez nous en France à l'Assemblée nationale, la quasi-totalité des parlementaires applaudissent debout, à tout rompre, quand la présidente de l'Assemblée nationale appelle au soutien inconditionnel du fasciste Netanyaou, qui continue le génocide dans la bande de Gaza et massacre des milliers de Palestiniens avec la complicité des USA et l'UE. Des juifs rescapés et descendants de rescapés du génocide nazi parlent de génocide ininterrompu du peuple palestinien. Gideon Levy, du grand quotidien israélien Haaretz qui écrit: *„derrière tout cela se cache l'arrogance israélien. Nous pensons que nous avons la permission de faire n'importe quoi et supposons que nous ne paierons jamais ni ne seront punis. Il est impossible d'emprisonner deux millions de personnes sans payer un lourd tribut. »*. Un journaliste israélien, Israël Frey dénonce le nettoyage ethnique, la colonisation de la Palestine, les crimes de guerre perpétrés par le fasciste Netanyaou. Jean-François Corty, vice-président de Médecins du monde a dit : *Gaza, on passe peu à peu d'une prison à ciel ouvert à un charnier à ciel ouvert*. Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU a dit que Gaza est devenu un cimetière des enfants.

Où sont-elles les sanctions économiques contre Israël, sanctions tant prônées, mais ailleurs, par nos hypocrites dirigeants occidentaux, par l'UE. Là on ne les entend pas sur la violation du droit international ! Au contraire, pour l'UE, il

**faut continuer le massacre, le déluge de feu, comme le dit le sinistre chancelier allemand Scholz qui refuse le cessez-le-feu. Une honte !
Un mot d'ordre : Gaza : halte au massacre, cessez-le-feu !**

A 2.000 km, il y a la tragédie en Ukraine.

Là aussi pourquoi ? Cette tragédie aurait pu être évitée.

Je ne suis pas pro-Poutine au contraire. Mais il faut tenir compte des faits, rien que les faits.

Pierre De Gaulle, petit-fils du général a dit : « *Les USA sont les déclencheurs de guerre.* »

Oui, Il faut le dire haut et fort, ce sont les Etats-Unis qui sont responsables de cette tragédie.

L'occident, les Etats-Unis, le système capitaliste n'a jamais accepté l'URSS, ni la Russie. Leur but était toujours de dépecer, démanteler ce pays pour mettre la main sur les richesses du sous-sol.

Et bien entendu, notre « belle » Union européenne (le caniche des USA qui fait tellement état de ses « valeurs », porte une lourde responsabilité dans cette tragédie. Et ces hypocrites ont le culot d'évoquer la violation du droit international qu'eux ne cessent de piétiner : Irak, Libye, Yougoslavie, Palestine, Syrie, Afghanistan, Yemen...des millions de morts !!!

Il y a une préhistoire à cette tragédie. Elle n'a pas commencé en février 2022. Poutine ne cessait d'alerter l'Occident et proposer des plans garantissant ses frontières qui ont toujours été rejetés par le sénile Biden, corrompue avec son fils jusqu'à l'os.

Depuis des années les Etats-Unis, l'Otan poussaient à la confrontation, par leur politique d'encerclement militaires aux frontières de la Russie. Même le pape a dit : « *les aboiements de l'OTAN à la porte de la Russie* ».

De nombreux spécialistes en géopolitique font une analyse objective de la situation mais qu'on ne voit pas dans les médias. Comme Jacques Baud, ancien officier de renseignements suisse, Nikola Mirkovic, président de l'association Ouest-Est, Régis de Castelnaud, avocat, Caroline Galacteros, docteur en sciences politiques, Michel Collon, journaliste belge, Pierre Conesa, ancien fonctionnaire au ministère de la défense et écrivain, Dominique de Villepin, Jacques Sapir, économiste et bien

d'autres, comme Oscar Lafontaine et le théologien allemand Eugen Drewermann, mais ils n'ont pas voix au chapitre.

Ils disent comment en sommes-nous arrivés là. Ils signalent que la guerre en Ukraine a débuté non le 24 février 2022, mais huit ans plus tôt lorsqu'à la suite du putsch (baptisé « révolution Maïdan) en février 2014 contre le président Ianoukovitch – qui refusait de signer un accord d'association avec l'UE. Le pouvoir installé à Kiev, s'appuyant sur les milices néonazies Pravyi Sektor et le bataillon Azov, a attaqué les républiques populaires de Donetsk et Lougansk qui avaient proclamé leur autonomie car refusant les mesures et les attaques russophobes croissantes contre les populations locales. De 2014 à 2022, 15.000 personnes ont été tués par Kiev, dans l'indifférence la plus totale de nos tartuffes, de l'UE.

Le putsch de Maidan a été financé par les USA. Victoria Nuland, du Département d'Etat américain, avait publiquement dit le 13 décembre 2013 que son gouvernement a financé l'ex-opposition ukrainienne à hauteur de 5 milliards de dollars, y compris les groupes d'assaut néonazis. Le parti du maire Klitschko de Kiev a été financé par la fondation Adenauer. Et avec le soutien de l'UE.

Arno Klarsfeld, le fils du célèbre chasseur de nazi Serge Klarsfeld a dit, je le cite : *l'Ukraine n'a pas sa place en Europe. Elle doit cesser de glorifier ceux qui ont collaboré avec les nazis et tué des dizaines de milliers de juifs. Il y a Babi Yar (monument à la mémoire des juifs) et la rue qui y mène s'appelle Stepan Bandera, collaborateur du IIIe Reich, qui est glorifié dans les écoles, un génocidaire qui a tué des milliers de juifs.*

Il faut savoir que Zelensky a interdit 11 partis d'opposition et 4 médias. Il n'a volontairement, pas respecté les accords de Minsk. **Ces accords accordaient l'autonomie au Donbass pro-russe et que l'Ukraine resterait neutre c'est-à-dire sans installation de missiles nucléaires à la porte de la Russie.**

A ce sujet, Macron et Merkel ont une profonde responsabilité du non-respect des accords de Minsk parce qu'ils étaient les garants de la signature de cet accord. Mais les USA n'en voulaient pas. Angela Merkel a fait les aveux en décembre 2022 au magazine « Die Zeit » : « *nous n'avons volontairement pas respecté les accords de Minsk, afin que l'Ukraine puisse se réarmer et faire la guerre à la Russie* ». Ce que le tordu Hollande a confirmé. **C'est un acte criminel, ils doivent être traînés devant leur fameuse cours pénal internationale. Car si ces accords avaient été respectés, il n'y aurait pas eu cette tragédie.**

Il faut aussi savoir qu'un plan de paix était préparé en mars 2022, un mois après le conflit. Zelenski et Poutine étaient d'accord sur ce plan. Nos médias n'ont pas dit un

mot à ce sujet. Ce plan de paix était sabordé par les USA et l'UE. Cela a été confirmé par Naftali Bennet, ex-premier ministre israélien qui était le médiateur. Boris Johnson a couru à Kiev, avec la corrompue Ursula von der Leyen, en sommant Zelenski à retirer son offre de paix en échange d'une aide militaire illimitée de l'UE. Une honte !

Chaque année, l'historien américain William Blum publie son « résumé actualisé du bilan de la politique étrangère américaine » qui montre que, depuis 1945, les États-Unis ont tenté de renverser plus de 50 gouvernements, dont beaucoup ont été démocratiquement élus ; ce sont gravement immiscés dans les élections dans 30 pays ; ont bombardé les populations civiles de 30 pays ; ont utilisé des armes chimiques et biologiques ; et ont tenté d'assassiner des dirigeants étrangers.

Je vous recommande quelques livres. « Opération Z » de Jacques BAUD qui passe en revue les événements ayant conduit à la guerre en Ukraine. « Le chaos ukrainien » de Nikola Mirkovic. « USA les 100 pires citations » de Michel Collon, journaliste belge. Des citations de présidents de ministres, de généraux américains qui vous font dresser les cheveux sur la tête. Oui les USA sont les terroristes n° 1 sur la planète. Comme l'a dit Noam Chomski grand humaniste américain, je le cite : « *si les lois de Nuremberg (tribunal qui jugea les nazis en 1945) étaient appliquées, chaque président des États-Unis de l'après-guerre aurait été pendu.* »

Si l'UE qui se targue tellement de ses « valeurs », elle aurait dû tout faire pour que le plan de paix négocié entre Zelenski et Poutine soit acté ; que les accords de Minsk soient respectés. Et que dire du Parlement européen qui à la quasi-unanimité, droite, gauche, approuve les livraisons d'armes massives afin que le massacre continue. Et que dire des partis de « gauche » à l'Assemblée nationale et au Bundestag qui ont voté aussi les livraisons d'armes à l'Ukraine. Jaures, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht n'arrêtent pas de tourner dans leur tombe.

Biden a réaligné ses caniches européens sous son égide, leur imposant notamment de se réarmer massivement avec à la clé de juteux marchés pour l'industrie américaine, on achètera leur gaz de schiste, et le complexe militaro-industriel américain se frottent les mains.

Le général De Gaulle lui aussi n'arrête pas de tourner dans sa tombe en voyant notre politique étrangère dirigée par cet incompetent de l'Élysée, le paillason des USA et de l'OTAN.

Cette guerre comme toutes les guerres produit des destructions, des morts, des blessés, des réfugiés. C'est l'horreur, c'est la barbarie.

Ces tragédies doivent s'arrêter, les armes doivent se taire immédiatement et laisser la place à une solution diplomatique plaçant au cœur l'aspiration des populations à vivre en paix !

Les priorités pour les peuples et l'avenir de l'humanité se nomment : paix, justice sociale, désarmement !

Ce qui me révolte au plus profond de moi-même, c'est que ces milliers de mort, ces destructions auraient pu être évités. Il faut bien réaliser que, dans le seul but d'affaiblir la Russie, ce système capitaliste meurtrier et leurs valets aux manettes, Biden, Macron, Merkel et cette UE n'ont pas fait respecter les accords de Minsk. Ainsi que le plan de paix, déjà parafé par Poutine et Zelenski qui a été torpillé par cette UE de malheur, par cette corrompue von Ler Leyen. Et ils osent mettre en avant les valeurs de l'UE qui sont synonymes de crimes. Ils auront des comptes à rendre devant l'histoire.

Chers amis, je pense que cette mise au point sur cette barbarie était nécessaire et elle respecte ainsi notre philosophie et notre engagement pour la paix. Comme le clame des syndicalistes allemands : « *La guerre dans le monde entier va de pair avec la guerre sociale contre les travailleurs et leurs acquis.* »

Chers Amis, je termine. J'ai essayé de rendre compte de notre activité durant ces 46 années de lutte. Comme vous avez pu le constater, nous avons toujours œuvré dans le respect des orientations prises en 1977.

Oui, notre lutte contre toutes les discriminations qui frappent les travailleurs et retraités frontaliers va de pair avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe souvent au prix du sang. Oui, rien ne nous a été donné. Rien n'est tombé du ciel.

Nous pouvons être fiers de notre bilan. Un travail considérable a été réalisé. Grâce au rassemblement des travailleurs frontaliers, 13.000 aujourd'hui au sein du CDTFM, de grandes revendications ont été satisfaites durant ces 46 années. De nombreuses revendications restent encore en suspens. Mais pour continuer ce combat pour la justice, notre organisation doit se donner les moyens d'être encore plus efficace. Oui, elle doit absolument se renforcer. Je lance un appel aux jeunes militants syndicaux afin qu'ils s'investissent au sein du CDTFM et y prennent des responsabilités pour continuer ce combat engagé en décembre 1977 contre toutes les discriminations frappant le monde frontalier et contre toutes remises en cause de nos conquêtes ouvrières mises à mal dans cette UE du capital.

Oui, nous les travailleurs frontaliers sommes les pionniers de l'Europe mais pas de cette Union européenne du capital, de la spéculation, des paradis

fiscaux, de la guerre, pas de cette UE qui veut nous faire travailler jusqu'au tombeau. Nous ne voulons pas de cette UE qui par la voix de Mario Draghi dit : « *le modèle social européen est mort* ».

Oui, unité des classes ouvrières européennes pour construire la vraie Europe, celle de la justice sociale, de la paix, débarassés de l'exploitation capitaliste.

Merci pour votre attention.

Vive la lutte de classe, vive le comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle